

**MINISTERE DE L'ECONOMIE  
ET DES FINANCES**  
-----  
**UNITE DE POLITIQUE FISCALE**  
-----



**REPUBLIQUE TOGOLAISE**  
**Travail – Liberté – Patrie**  
-----

**RAPPORT D'EVALUATION DES DEPENSES  
FISCALES DE L'ANNEE 2021**

**Avril 2022**

## **RESUME**

L'évaluation du coût budgétaire des dépenses fiscales 2021 a porté sur six (07) impôts : la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), l'impôt sur les sociétés (IS), l'Impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP), la patente, les autres droits d'accises (ADA), le droit de douane (DD) et la redevance statistique (RS).

A l'issue de cette évaluation, 471 mesures contenues dans les différents textes juridiques que sont le code général des impôts (CGI), les lois de finances, les codes des douanes (national et de la CEDEAO), le statut de la zone franche, le code des investissements, les codes miniers (national et de l'UEMOA), les conventions particulières et les autres textes réglementaires ont été identifiés comme dépenses fiscales relatives à ces six (07) impôts. Compte tenu de la disponibilité des données, 442 dépenses fiscales ont été évaluées sur les 471 recensées, soit un taux de 93,8%.

Le coût budgétaire des dépenses fiscales est estimé à 95,85 milliards en 2021, soit 15,4% des recettes liquides et 2,05% du PIB. Par impôt, ce coût budgétaire est réparti comme suit : 40,24 milliards pour la TVA (42%) ; 18,97 milliards pour l'IS (19,8%) ; 16,15 milliards pour les droits de douanes (16,9%) ; 13,57 milliards pour la redevance statistique (14,2%) ; 5,52 milliards pour la patente (5,8%) et 1,4 milliard pour les Autres droits d'accises (1,5%).

## **Introduction**

Dans la perspective de rendre l'environnement économique attractif et propice aux investissements afin de jouer pleinement son rôle d'impulsion de l'activité économique et de soutien aux actions clés de développement, la politique économique prévoit des mesures dérogatoires au droit commun en termes d'allègements fiscaux et douaniers. Ces allègements de charges fiscales peuvent prendre diverses formes à savoir : les exonérations, les abattements sur le revenu imposable, les réductions du taux d'impôt et taxes, etc. Ils induisent inéluctablement des pertes de recettes pour le budget de l'Etat et des collectivités locales. Ainsi, dans l'optique d'une bonne gestion des finances publiques, il est nécessaire d'évaluer ces dépenses fiscales à la fois sur le plan budgétaire et économique et de prendre, des mesures en vue de les rationaliser.

Au titre de l'année 2021, les recettes fiscales budgétaires recouvrées ont atteint 779,6 milliards de FCFA, en hausse de 19,0% par rapport à 2020 et représentent 106,9% des recettes budgétaires prévues dans le collectif budgétaire de 2021. Cette performance est essentiellement portée par les impôts leader que sont : la taxe sur la valeur ajoutée (41,7%), les droits de douane (16,1%), l'impôt sur les sociétés (14,6%) et l'impôt sur le revenu des personnes physiques (9,0%).

Les recettes Non liquides enregistrées au cours du même exercice s'établissent à 123,6 milliards de FCFA soit 12,3% des recettes fiscales budgétaires. Ce niveau élevé des recettes Non liquides montre l'importance des mesures dérogatoires et des dépenses fiscales dans la gestion du budget de l'Etat. Dans une perspective d'amélioration de la trésorerie de l'Etat, il s'avère nécessaire d'évaluer les coûts budgétaires inhérents à ces dépenses fiscales en vue de s'assurer de la transparence ainsi que la redevabilité des bénéficiaires à des fins de rationalisation.

Dans le cadre de la transparence budgétaire, la Directive n°01/2009/CM/UEMOA du 17 mars 2009, portant Code de Transparence au sein de l'UEMOA, recommande aux États membres de produire chaque année un rapport retraçant la nature et le coût budgétaire des exonérations et dérogations fiscales accordées, à annexer au projet de loi des finances.

Au Togo, l'exercice d'évaluation des dépenses fiscales a débuté en 2021 par note de service du Ministre de l'économie et des finances mettant en place un comité ad hoc composé essentiellement des agents de l'Office togolais des recettes (OTR) et des cadres du MEF. Cette note a su préciser que cet exercice se ferait exclusivement pour le compte des rapports de

dépenses fiscales des années 2019 et 2020 en attendant l'opérationnalisation de l'Unité de politique fiscale (UPF) qui est la structure chargée de produire annuellement ce rapport.

Suite à l'opérationnalisation de l'UPF en juillet 2021, le rapport d'évaluation des dépenses fiscales, exercice 2021 est produit sous les auspices de l'Unité avec l'appui des membres du comité mis en place par le Ministre.

En effet, le présent rapport d'évaluation des dépenses fiscales au titre de l'année 2021 s'inscrit dans une démarche qui vise, non seulement, à satisfaire aux principes de la transparence et de l'exhaustivité budgétaires, mais également à nourrir les débats parlementaires sur les questions liées aux pertes ou abandons de recettes consentis par l'Etat. Ce rapport est rédigé conformément à la Décision n°08/2015/CM/UEMOA du 02 juillet 2015 portant modalités d'évaluation du rapport sur les dépenses fiscales dans les Etats membres de l'UEMOA. Il aborde les principaux points qui suivent :

- Définition, enjeux et importance des dépenses fiscales
- Cadre normatif : inventaire des textes légaux
- Inventaire des mesures dérogatoires par impôt et taxe précisant la base légale de la mesure, des bénéficiaires, des avantages accordés et l'objectif visé
- Définition du Système fiscal de référence (SFR)
- Identification des dépenses fiscales et méthode d'évaluation utilisée
- Estimation et analyse des manques à gagner classés par nature d'impôt, par catégorie de bénéficiaire, par fonction budgétaire et par secteur d'activité économique

## 1- Inventaire des mesures dérogatoires

En 2021, 653 mesures dérogent au régime général des impôts retenus pour l'évaluation. La plus grande proportion de ces mesures est contenue dans les accords de siège (29,7%), suivies des dispositions contenues dans le code général des impôts (19,1%), des conventions particulières (15,2%) et dans les autres lois (11,6%).

En se référant aux impôts, les mesures dérogatoires liées à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont les plus importantes (24,7%), suivies des mesures liées à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (19,8%), de l'impôt sur les sociétés (IS) représentant 19,1% et de celles relatives au droit de douane (DD) qui sont de 15%. Les mesures dérogatoires relatives à la patente représentent 8%. Les dérogations au titre des autres droits d'accises (ADA) suivent avec une proportion de 7,7%. Les mesures liées à la redevance statistique (RS) sont les plus faibles (5,8%).

**Tableau 1 : Répartition des mesures dérogatoires par source juridique et par impôt**

| Sources juridiques                         | TVA          | IS           | IRPP         | Patente     | ADA         | DD           | RS          | Total         | Part          |
|--------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|-------------|-------------|--------------|-------------|---------------|---------------|
| Code Général des Impôts                    | 27           | 24           | 63           | 11          | 0           | 0            | 0           | 125           | 19,1%         |
| Codes des Douanes                          | 4            | 4            | 0            | 0           | 4           | 7            | 5           | 24            | 3,7%          |
| Code des Investissements                   | 5            | 12           | 8            | 7           | 0           | 5            | 2           | 39            | 6,0%          |
| Zone Franche Industrielle                  | 3            | 7            | 2            | 1           | 2           | 2            | 2           | 19            | 2,9%          |
| Codes miniers                              | 8            | 6            | 6            | 4           | 2           | 6            | 4           | 36            | 5,5%          |
| Autres lois                                | 17           | 20           | 7            | 10          | 4           | 9            | 9           | 76            | 11,6%         |
| Accords de siège                           | 62           | 24           | 30           | 8           | 24          | 43           | 3           | 194           | 29,7%         |
| Conventions particulières                  | 24           | 22           | 9            | 10          | 11          | 14           | 9           | 99            | 15,2%         |
| Autres accords bilatéraux et multilatéraux | 6            | 3            | 2            | 0           | 2           | 6            | 2           | 21            | 3,2%          |
| Autres textes                              | 5            | 3            | 2            | 1           | 1           | 6            | 2           | 20            | 3,1%          |
| <b>Total</b>                               | <b>161</b>   | <b>125</b>   | <b>129</b>   | <b>52</b>   | <b>50</b>   | <b>98</b>    | <b>38</b>   | <b>653</b>    | <b>100,0%</b> |
| <b>Part</b>                                | <b>24,7%</b> | <b>19,1%</b> | <b>19,8%</b> | <b>8,0%</b> | <b>7,7%</b> | <b>15,0%</b> | <b>5,8%</b> | <b>100,0%</b> |               |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

## 2- Identification des dépenses fiscales

Au titre de l'année 2021, 471 dépenses fiscales ont été identifiées sur l'ensemble des 653 mesures dérogatoires recensées.

En considérant les sources juridiques, les accords de siège, le code général des impôts et les conventions particulières constituent les types de texte juridique qui contiennent le plus de

dépenses fiscales. Ils représentent respectivement 21,4%, 20,4% et 20,2%. Les dépenses fiscales contenues dans le code des douanes sont les moins importantes (2,1%).

**Tableau 2 : Répartition des dépenses fiscales recensées par source juridique**

| Sources juridiques        | DF recensées | Part en %     |
|---------------------------|--------------|---------------|
| Code Général des Impôts   | 96           | 20,4%         |
| Code des Douanes          | 10           | 2,1%          |
| Code des Investissements  | 39           | 8,3%          |
| Zone Franche Industrielle | 17           | 3,6%          |
| Codes miniers             | 36           | 7,6%          |
| Autres lois               | 57           | 12,1%         |
| Accords de siège          | 101          | 21,4%         |
| Conventions particulières | 95           | 20,2%         |
| Autres textes             | 20           | 4,2%          |
| <b>Total</b>              | <b>471</b>   | <b>100,0%</b> |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

En ce qui concerne la répartition par impôt, les dépenses fiscales liées à l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'impôt sur les sociétés et à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont les plus importantes avec des proportions respectives de 22,3% ; 21,4% ; et 20%. Celles relatives au droit de douane (DD) et à la patente représentent respectivement à 14,2% et 10%. Les dépenses fiscales liées aux autres droits d'accises (6,2%) et à la redevance statistique (5,9%) sont les moins importantes.

**Tableau 3 : Répartition des dépenses fiscales recensées par impôt**

| Impôts       | DF recensées | Part en %     |
|--------------|--------------|---------------|
| TVA          | 94           | 20,0%         |
| IS           | 101          | 21,4%         |
| IRPP         | 105          | 22,3%         |
| Patente      | 47           | 10,0%         |
| ADA          | 29           | 6,2%          |
| DD           | 67           | 14,2%         |
| RS           | 28           | 5,9%          |
| <b>Total</b> | <b>471</b>   | <b>100,0%</b> |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

Par rapport au type de bénéficiaires, les entreprises cumulent 61,1% des dépenses fiscales identifiées. Les dépenses fiscales en faveur des institutions internationales et représentations diplomatiques représentent 11,5% et celles au profit des associations et ONG représentent 9,6%. Les dépenses fiscales dont bénéficient les ménages représentent 9,3%. Les dépenses fiscales des administrations publiques et autres entités d'utilité publique sont les moins importantes (1,5%).

**Tableau 4 : Répartition des dépenses fiscales recensées par type de bénéficiaires**

| Types de bénéficiaires                                        | DF recensées | Part en %     |
|---------------------------------------------------------------|--------------|---------------|
| Administration publique et autres entités d'utilité publique  | 7            | 1,5%          |
| Associations et ONG                                           | 45           | 9,6%          |
| Entreprises                                                   | 288          | 61,1%         |
| Entreprises et ménages                                        | 30           | 6,4%          |
| Institutions internationales et représentations diplomatiques | 54           | 11,5%         |
| Ménages                                                       | 44           | 9,3%          |
| Autres                                                        | 3            | 0,6%          |
| <b>Total</b>                                                  | <b>471</b>   | <b>100,0%</b> |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

L'analyse par branche d'activités révèle que 23,5% des dépenses fiscales recensées sont accordées aux industries. La branche d'activités « Finance » bénéficie à hauteur de 15,6% des mesures. Les branches « Eau et énergie » et « Action sociale » représentent chacune 11,4% des dépenses fiscales. En ce qui concerne les branches « Santé » et « Éducation », elles bénéficient respectivement de 6,1% et 1,9% des dérogations.

L'analyse suivant la fonction budgétaire révèle que plus des trois quarts (3/4) des dépenses fiscales sont accordées aux affaires économiques (76,4%). Les fonctions « Protection sociale » et « Santé » bénéficient respectivement de 8,9% et 7,6% des dérogations. Les fonctions « Enseignement » et « Logement et équipements collectifs » représentent chacune 2,3% des dépenses fiscales tandis que les « Services généraux » ont une part de 1,5%.

**Tableau 5 : Répartition des dépenses fiscales recensées par fonction budgétaire**

| Fonction budgétaire                | DF recensées | Part en %     |
|------------------------------------|--------------|---------------|
| Affaires économiques               | 360          | 76,4%         |
| Enseignement                       | 11           | 2,3%          |
| Logement et équipements collectifs | 11           | 2,3%          |
| Loisirs, culture et culte          | 1            | 0,2%          |
| Ordre et sécurité publics          | 3            | 0,6%          |
| Protection sociale                 | 42           | 8,9%          |
| Santé                              | 36           | 7,6%          |
| Services généraux                  | 7            | 1,5%          |
| <b>Total</b>                       | <b>471</b>   | <b>100,0%</b> |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

### 3- Périmètre d'évaluation

Le périmètre d'évaluation regroupe les natures d'impôts et taxes pour lesquels les mesures dérogatoires ont été identifiées en tant que dépenses fiscales. Il se fonde sur les articles 3 et 4 de la décision n°008/2015/CM/UEMOA.

Pour l'exercice 2021, en plus de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de l'impôt sur les sociétés (IS), des autres droits d'accises (ADA), du droit de douane (DD) de la patente et de la redevance statistique (RS), le périmètre d'évaluation des dépenses fiscales a été élargi à l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP).

Ainsi, 442 dépenses fiscales ont été évaluées, soit un taux de 93,8%. Toutes les dépenses fiscales contenues dans le code des douanes, le code des investissements, le statut de zone franche industrielle, les codes miniers et les autres textes ont été totalement évaluées. Les taux d'évaluation des dépenses fiscales recensées dans les conventions particulières, les autres lois, les accords de siège et dans le code général des impôts sont respectivement de 98,9% ; 98,2% ; 93,1% et 79,2%.

**Tableau 6 : Répartition des dépenses fiscales évaluées par source juridique**

| Sources juridiques        | DF recensées | DF évaluées | Taux d'évaluation |
|---------------------------|--------------|-------------|-------------------|
| Code Général des Impôts   | 96           | 76          | 79,2%             |
| Codes des Douanes         | 10           | 10          | 100,0%            |
| Code des Investissements  | 39           | 39          | 100,0%            |
| Zone Franche Industrielle | 17           | 17          | 100,0%            |
| Codes miniers             | 36           | 36          | 100,0%            |
| Autres lois               | 57           | 56          | 98,2%             |
| Accords de siège          | 101          | 94          | 93,1%             |
| Conventions particulières | 95           | 94          | 98,9%             |
| Autres textes             | 20           | 20          | 100,0%            |
| <b>Total</b>              | <b>471</b>   | <b>442</b>  | <b>93,8%</b>      |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

Par type impôt, les dépenses fiscales liées aux autres droits d'accises (ADA), au droit de douane (DD) et à la redevance statistique (RS) ont été totalement évaluées. Par contre, sur les 94 dépenses fiscales liées à la taxe sur la valeur ajoutée, 88,3% ont pu être évaluées. De même, sur les 105 dépenses fiscales recensées au niveau de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, 97,1% ont été évaluées. Pour la patente et l'impôt sur les sociétés, les taux d'évaluation sont respectivement de 95,7% et 87,1%.

**Tableau 7 : Répartition des dépenses fiscales évaluées par impôt**

| Impôts                                             | DF recensées | DF évaluées | Taux d'évaluation |
|----------------------------------------------------|--------------|-------------|-------------------|
| Autres Droits d'Accises (ADA)                      | 29           | 29          | 100,0%            |
| Droit de douane (DD)                               | 67           | 67          | 100,0%            |
| Impôt sur le Revenu des Personnes Physiques (IRPP) | 105          | 102         | 97,1%             |
| Impôt sur les sociétés (IS)                        | 101          | 88          | 87,1%             |
| Patente                                            | 47           | 45          | 95,7%             |
| Redevance Statistique (RS)                         | 28           | 28          | 100,0%            |
| Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA)                   | 94           | 83          | 88,3%             |
| Total général                                      | 471          | 442         | 93,8%             |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

L'analyse des dépenses fiscales par bénéficiaire, révèle que 98,3% des dépenses fiscales dont bénéficient les entreprises ont été évaluées. Ce taux est de 88,9% pour les institutions internationales et représentations diplomatiques, 86,7% pour les associations et ONG, 88,9% pour les ménages et 42,9% pour les administrations publiques et autres entités d'utilité publique. Les trois dépenses fiscales recensées au niveau des autres lois ont été toutes évaluées.

**Tableau 8 : Répartition des dépenses fiscales évaluées par type de bénéficiaires**

| Types de bénéficiaires                                        | DF recensées | DF évaluées | Taux d'évaluation |
|---------------------------------------------------------------|--------------|-------------|-------------------|
| Administration publique et autres entités d'utilité publique  | 7            | 3           | 42,9%             |
| Associations et ONG                                           | 45           | 39          | 86,7%             |
| Autres                                                        | 3            | 3           | 100,0%            |
| Entreprises                                                   | 288          | 283         | 98,3%             |
| Entreprises et ménages                                        | 30           | 27          | 90,0%             |
| Institutions internationales et représentations diplomatiques | 54           | 48          | 88,9%             |
| Ménages                                                       | 44           | 39          | 88,6%             |
| Total                                                         | 471          | 442         | 93,8%             |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

L'analyse par objectif révèle que les dépenses fiscales de plus de 60% des objectifs ont été entièrement évaluées. Il s'agit, entre autres, des objectifs relatifs à la protection sociale, au développement du secteur minier, à la promotion des investissements, des exportations et au développement des zones défavorisées, à la facilitation de l'accès à l'eau et à l'énergie, à la facilitation de l'accès au logement, à la modernisation du tissu économique, à la promotion de l'entrepreneuriat et de l'emploi, au respect des traités et accords internationaux, au soutien à l'action publique, au soutien au développement du secteur des transports et au soutien au pouvoir d'achat.

Au moins 80% des dépenses fiscales ont été évaluées pour les autres objectifs à l'exception de la promotion de l'éducation, de la culture et des loisirs (45,5%).

**Tableau 9 : Répartition des dépenses fiscales évaluées par objectif**

| Objectif                                                                              | DF recensées | DF évaluées | Taux d'évaluation |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------|-------------|-------------------|
| Alléger le coût de la santé                                                           | 22           | 21          | 95,5%             |
| Développer le secteur agricole                                                        | 15           | 13          | 86,7%             |
| Développer le secteur minier                                                          | 78           | 78          | 100,0%            |
| Développer l'économie sociale                                                         | 40           | 32          | 80,0%             |
| Encourager les investissements, les exportations et développer les zones défavorisées | 82           | 82          | 100,0%            |
| Faciliter l'accès à l'eau et à l'énergie                                              | 33           | 33          | 100,0%            |
| Faciliter l'accès au logement                                                         | 9            | 9           | 100,0%            |
| Mobiliser l'épargne et réduire le coût de financement                                 | 71           | 68          | 95,8%             |
| Moderniser le tissu économique                                                        | 4            | 4           | 100,0%            |
| Promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi                                              | 14           | 13          | 92,9%             |
| Promouvoir l'intégration régionale et sous régionale                                  | 41           | 34          | 82,9%             |
| Promouvoir la protection sociale                                                      | 20           | 20          | 100,0%            |
| Promouvoir l'éducation, la culture et les loisirs                                     | 11           | 5           | 45,5%             |
| Promouvoir l'entrepreneuriat et l'emploi                                              | 1            | 1           | 100,0%            |
| Respecter les traités et accords internationaux                                       | 7            | 7           | 100,0%            |
| Soutenir l'action publique                                                            | 7            | 7           | 100,0%            |
| Soutenir le développement du secteur des transports                                   | 4            | 4           | 100,0%            |
| Soutenir le pouvoir d'achat                                                           | 7            | 7           | 100,0%            |
| Autres objectifs                                                                      | 5            | 4           | 80,0%             |
| <b>Total</b>                                                                          | <b>471</b>   | <b>442</b>  | <b>93,8%</b>      |

*Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022*

L'analyse par fonction budgétaire révèle que les dépenses fiscales des fonctions « Logement et équipements collectifs », « Ordre et sécurité publique » et « Services généraux » ont été entièrement évaluées. Les fonctions « Affaires économiques », « Santé », « Protection sociale » et « Enseignement » ont été évaluées respectivement à 96,7% ; 94,4% ; 81% et 45,5%..

**Tableau 10 : Répartition des dépenses fiscales évaluées par fonction budgétaire**

| Fonction budgétaire               | DF recensées | DF évaluées | Taux d'évaluation |
|-----------------------------------|--------------|-------------|-------------------|
| Affaires économiques              | 360          | 348         | 96,7%             |
| Enseignement                      | 11           | 5           | 45,5%             |
| Logement et équipement collectifs | 11           | 11          | 100,0%            |
| Loisirs, culture et culte         | 1            |             | 0,0%              |
| Ordre et sécurité publics         | 3            | 3           | 100,0%            |
| Protection sociale                | 42           | 34          | 81,0%             |
| Santé                             | 36           | 34          | 94,4%             |
| Services généraux                 | 7            | 7           | 100,0%            |
| <b>Total</b>                      | <b>471</b>   | <b>442</b>  | <b>93,8%</b>      |

#### **4- Méthode d'évaluation utilisée (élaboration d'une fiche technique)**

Trois méthodes sont utilisées pour évaluer les dépenses fiscales.

- la méthode de perte de recettes ou du « manque à gagner » : elle consiste à évaluer les recettes qui auraient été perçues en l'absence de la dépense fiscale en considérant inchangé le comportement des agents qui en bénéficient ;
- la méthode du « gain final de recette » : elle consiste à évaluer les recettes qui auraient été perçues en l'absence de la dépense fiscale en prenant en compte le changement qu'induirait la suppression de cette dépense fiscale sur le comportement des bénéficiaires ;
- la méthode de « l'équivalent en dépense » : estimer le montant de la dépense directe équivalent à l'avantage accordé.

Pour l'évaluation des dépenses, la méthode de perte de recettes ou du manque à gagner a été retenue à cause de sa simplicité. Elle est d'ailleurs la plus utilisée dans plusieurs pays.

#### **5- Analyse des résultats**

Les données collectées sur l'assiette et les taux des impôts ont permis de calculer les impôts théoriques. La différence entre l'impôt théorique ainsi calculé et l'impôt dû correspond donc à la dépense fiscale. L'impôt théorique est l'impôt qui aurait été dû si aucune mesure dérogatoire n'avait été appliquée, autrement dit, si le SFR avait été appliqué.

Les dépenses fiscales identifiées ont été analysées par impôt, par source juridique, par bénéficiaire, par branche d'activités et par objectif.

Le coût budgétaire des dépenses fiscales est estimé à 95,85 milliards en 2021, soit 15,4% des recettes liquides et 2,05% du PIB. Par impôt, ce coût budgétaire est réparti comme suit : 40,24 milliards pour la TVA (42%) ; 18,97 milliards pour l'IS (19,8%) ; 16,15 milliards pour les droits de douanes (16,9%) ; 13,57 milliards pour la redevance statistique (14,2%) ; 5,52 milliards pour la patente (5,8%) et 1,4 milliard pour les Autres droits d'accises (1,5%).

**Tableau 11 : Coût budgétaire des dépenses fiscales par impôt (en millions de FCFA)**

| Type d'impôts                 | Montant         | Part en %     | DF/Recettes liquides | DF/PIB       |
|-------------------------------|-----------------|---------------|----------------------|--------------|
| TVA                           | 40 238,4        | 42,0%         | 6,4%                 | 0,86%        |
| TVA CDDI                      | 5 676,4         | 5,9%          | 0,9%                 | 0,12%        |
| TVA CI                        | 34 562,0        | 36,1%         | 5,5%                 | 0,74%        |
| Autres Droits d'Accises (ADA) | 1 403,8         | 1,5%          | 0,2%                 | 0,03%        |
| Droit de douane (DD)          | 16 152,9        | 16,9%         | 2,6%                 | 0,35%        |
| Redevance Statistique (RS)    | 13 566,8        | 14,2%         | 2,2%                 | 0,29%        |
| Impôt sur les sociétés (IS)   | 18 965,7        | 19,8%         | 3,0%                 | 0,41%        |
| Patente                       | 5 519,1         | 5,8%          | 0,9%                 | 0,12%        |
| <b>Total</b>                  | <b>95 846,7</b> | <b>100,0%</b> | <b>15,4%</b>         | <b>2,05%</b> |

Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022

L'analyse de la répartition du coût budgétaire relatif aux dépenses fiscales révèle que la branche « Commerce » représente la plus forte proportion, soit 43,2% de l'ensemble des dépenses fiscales. Le montant des dépenses fiscales accordées à cette branche est de 41,45 milliards. Elle est suivie respectivement des branches « Transports et entreposage » (18,6%) ; « Production et distribution d'électricité et de Gaz » (8%).

**Tableau 12 : Coût budgétaire des dépenses fiscales par branche d'activités (en millions de FCFA)**

| Branches                                            | TVA      | ADA     | DD      | RS      | IS      | Patente | TOTAL    | PART  | DF/PIB |
|-----------------------------------------------------|----------|---------|---------|---------|---------|---------|----------|-------|--------|
| ACTIVITES D'ADMINISTRATION PUBLIQUE                 | 57,8     | 0,2     | 15,8    | 1,2     | -       | -       | 75,0     | 0,1%  | 0,00%  |
| ACTIVITES DE SERVICES DE SOUTIEN ET DE BUREAU       | 573,8    | 14,2    | 416,5   | 91,0    | 13,5    | 27,9    | 1 136,9  | 1,2%  | 0,02%  |
| ACTIVITES DES ORGANISATIONS EXTRATERRITORIALES      | 8,0      | -       | 6,6     | 0,0     | -       | -       | 14,6     | 0,0%  | 0,00%  |
| ACTIVITES EXTRACTIVES                               | 10,4     | 4,2     | 304,9   | 29,4    | 0,0     | -       | 348,9    | 0,4%  | 0,01%  |
| ACTIVITES FINANCIERES ET D'ASSURANCE                | 110,9    | 10,3    | 107,2   | 7,8     | 2 674,7 | -       | 2 910,9  | 3,0%  | 0,06%  |
| ACTIVITES IMMOBILIERES                              | 11,9     | -       | -       | 0,2     | 37,5    | -       | 49,6     | 0,1%  | 0,00%  |
| ACTIVITES POUR LA SANTE HUMAINE ET L'ACTION SOCIALE | 271,6    | 12,0    | 116,5   | 6,9     | -       | -       | 406,9    | 0,4%  | 0,01%  |
| ACTIVITES SPECIALES DES MENAGES                     | 34,3     | 6,4     | 12,8    | 0,6     | -       | -       | 54,2     | 0,1%  | 0,00%  |
| ACTIVITES SPECIALISEES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES | 585,0    | 24,3    | 3 075,7 | 910,3   | -       | -       | 4 595,2  | 4,8%  | 0,10%  |
| ACTIVITES ARTISTIQUES, SPORTIVES ET RECREATIVES     | 14,7     | -       | -       | -       | -       | -       | 14,7     | 0,0%  | 0,00%  |
| ACTIVITES VETERINAIRES                              | -        | -       | -       | -       | -       | 285,6   | 285,6    | 0,3%  | 0,01%  |
| AGRICULTURE                                         | 0,5      | -       | 8,8     | 0,1     | 0,0     | -       | 9,4      | 0,0%  | 0,00%  |
| AUTRES ACTIVITES DE COMMERCE                        | -        | -       | -       | -       | -       | 72,8    | 72,8     | 0,1%  | 0,00%  |
| AUTRES ACTIVITES DE SERVICES N.C.A.                 | 176,6    | 6,9     | 135,9   | 13,9    | 4,2     | -       | 337,5    | 0,4%  | 0,01%  |
| AUTRES INDUSTRIES MANUFACTURIERES                   | 24,2     | 0,1     | 6,7     | 544,0   | 87,4    | -       | 662,3    | 0,7%  | 0,01%  |
| BRANCHE D'ATTENTE                                   | -        | -       | -       | -       | -       | 29,6    | 29,6     | 0,0%  | 0,00%  |
| COMMERCE                                            | 23 339,3 | 1 199,7 | 7 093,8 | 9 302,3 | 515,9   | -       | 41 451,0 | 43,2% | 0,89%  |
| CONSTRUCTION                                        | 725,0    | 7,2     | 630,0   | 66,7    | 29,4    | -       | 1 458,4  | 1,5%  | 0,03%  |
| EDUCATION                                           | 99,5     | 0,3     | 49,4    | 1,2     | -       | -       | 150,4    | 0,2%  | 0,00%  |
| ELEVAGE ET CHASSE                                   | 7,3      | -       | 5,2     | 0,3     | -       | -       | 12,9     | 0,0%  | 0,00%  |
| FABRICATION DE BOISSONS                             | 55,1     | -       | 28,7    | 98,6    | 230,8   | -       | 413,2    | 0,4%  | 0,01%  |

| Branches                                                                                                                | TVA             | ADA            | DD              | RS              | IS              | Patente        | TOTAL           | PART          | DF/PIB       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|----------------|-----------------|-----------------|-----------------|----------------|-----------------|---------------|--------------|
| FABRICATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS DIVERS                                                                         | 39,4            | -              | 20,4            | 252,3           | 347,2           | -              | 659,3           | 0,7%          | 0,01%        |
| FABRICATION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION                                                                                | 1 910,2         | 3,8            | 1 724,3         | 193,5           | 0,0             | -              | 3 831,8         | 4,0%          | 0,08%        |
| FABRICATION DE PRODUITS ALIMENTAIRES                                                                                    | 528,4           | 43,3           | 15,1            | 150,7           | 232,6           | -              | 970,2           | 1,0%          | 0,02%        |
| FABRICATION DE PRODUITS EN BOIS, EN PAPIER OU EN CARTON, IMPRIMERIE ET REPRODUCTION D'ENREGISTREMENTS                   | 46,6            | 4,5            | 27,5            | 32,6            | 54,6            | -              | 165,7           | 0,2%          | 0,00%        |
| FABRICATION DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES                                                                                 | 455,3           | 24,0           | 83,4            | 36,0            | 87,7            | -              | 686,4           | 0,7%          | 0,01%        |
| FABRICATION DE TEXTILES, D'ARTICLES D'HABILLEMENT, TRAVAIL DU CUIR ET FABRICATION D'ARTICLES DE VOYAGE ET DE CHAUSSURES | 4,8             | 0,1            | 1,1             | 40,5            | -<br>0,0        | -              | 46,4            | 0,0%          | 0,00%        |
| HEBERGEMENT, RESTAURATION ET DEBITS DE BOISSONS                                                                         | 322,4           | 24,0           | 45,6            | 4,5             | 32,7            | -              | 429,2           | 0,4%          | 0,01%        |
| INFORMATION ET COMMUNICATION                                                                                            | 459,8           | 3,2            | 67,0            | 8,6             | 585,8           | -              | 1 124,3         | 1,2%          | 0,02%        |
| METALLURGIE, FABRICATION D'OUVRAGES EN METAUX ET TRAVAIL DES METAUX                                                     | 98,2            | 1,3            | 827,4           | 72,9            | 72,6            | -              | 1 072,5         | 1,1%          | 0,02%        |
| PÊCHE ET AQUACULTURE                                                                                                    | 50,1            | -              | -               | -               | -               | -              | 50,1            | 0,1%          | 0,00%        |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU, ASSAINISSEMENT, TRAITEMENT DES DECHETS ET DEPOLLUTION                                 | -               | -              | -               | -               | -               | -              | -               | 0,0%          | 0,00%        |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ ET DE GAZ                                                                      | 7 123,9         | -              | 551,1           | 2,2             | -               | -              | 7 677,2         | 8,0%          | 0,16%        |
| PRODUCTION ET DISTRIBUTION DE COMBUSTIBLES GAZEUX ET DE GLACE                                                           | -               | -              | -               | -               | -               | 2 674,3        | 2 674,3         | 2,8%          | 0,06%        |
| RAFFINAGE PÉTROLIER, COKEFACTION ET FABRICATION DE PRODUITS CHIMIQUES                                                   | 355,9           | 0,0            | 286,4           | 96,8            | 678,4           | -              | 1 417,6         | 1,5%          | 0,03%        |
| REPARATION ET INSTALLATION DE MACHINES ET D'EQUIPEMENTS PROFESSIONNELS                                                  | 84,5            | 1,0            | 37,2            | 9,9             | 12,2            | -              | 144,8           | 0,2%          | 0,00%        |
| SYLVICULTURE, EXPLOITATION FORESTIÈRE ET ACTIVITÉS DE SOUTIEN                                                           | 45,7            | -              | -               | -               | -               | -              | 45,7            | 0,0%          | 0,00%        |
| TRANSPORTS ET ENTREPOSAGE                                                                                               | 2 418,6         | 10,9           | 441,4           | 897,0           | 12 342,2        | 1 747,4        | 17 857,6        | 18,6%         | 0,38%        |
| TRAVAIL DU CAOUTCHOUC ET DU PLASTIQUE                                                                                   | 188,6           | 1,7            | 10,6            | 694,8           | 909,1           | -              | 1 804,8         | 1,9%          | 0,04%        |
| AUTRES BRANCHES                                                                                                         | -               | -              | -               | -               | -               | 681,5          | 698,8           | 0,7%          | 0,01%        |
| <b>Total</b>                                                                                                            | <b>40 238,4</b> | <b>1 403,8</b> | <b>16 152,9</b> | <b>13 566,8</b> | <b>18 965,7</b> | <b>5 519,1</b> | <b>95 846,7</b> | <b>100,0%</b> | <b>2,05%</b> |

Source : Equipe d'évaluation des dépenses fiscales à partir des données de l'OTR, avril 2022